

Direction départementale
de la protection des populations
Service sécurité de l'environnement industriel

A R R E T E
de mise en demeure
Société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD
à DONNERY
ZI Terre de Flein

Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'État dans le département du Loiret

VU le code de l'environnement et notamment les titres I et IV du livre V et plus particulièrement les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU les articles 16 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU les articles 4.2.3., 4.2.4.2., 4.3.3., 4.3.9., 4.3.12., 7.3.3. et 7.6.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2007 autorisant la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE D'EMBOUTEILLAGE (ex ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD) à DONNERY ZI, Terre de Flein, à exploiter une usine d'embouteillage ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 1er mars 2018, notifié à l'exploitant le 28 mars 2018 ;

VU les courriers de transmission de justifications de respect de certaines échéances et de demande de report de délai de l'exploitant des 10 juillet et 3 août 2018 ;

VU le courrier préfectoral du 5 septembre 2018 enjoignant l'exploitant d'étayer sa demande de report de délai ;

VU le courrier de l'exploitant du 18 décembre 2018 transmettant certains éléments d'avancée des points de mise en demeure ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 11 mars 2019 rappelant les engagements pris lors de la réunion du 8 janvier 2019 à l'exploitant ;

VU le courrier de l'exploitant du 20 mars 2019 justifiant de certaines mises en conformité et demandant un report de délais des échéances de l'arrêté de mise en demeure du 1^{er} juin 2018 ;

VU les courriels de l'exploitant des 25 et 30 avril 2019 confirmant les échanges ayant eu lieu entre l'inspection des installations classées et l'exploitant au sujet des propositions d'échéances du courrier du 20 mars 2019 ;

VU la notification à l'exploitant du projet d'arrêté de mise en demeure actualisé ;

CONSIDERANT que l'inspection des installations classées, lors de sa visite d'inspection du 1^{er} mars 2018 a constaté les faits suivants :

- la conception et la surveillance des installations de traitement des effluents ne permettent pas de réduire au minimum les durées d'indisponibilité de l'installation,
- les prescriptions des articles 2, 3, 4, 5, 11, 16, 21, 26 I. et III., 27, 30 et 33 de l'arrêté ministériel du 6 novembre 2007 relatif aux stockages et emplois de peroxydes organiques ne sont pas respectées (conditions de stockage, consignes de sécurité, formation spécifique, dispositions constructives, ATEX, risque foudre),
- les valeurs limites de rejet d'eaux pluviales ne sont pas respectées,
- les bassins pluviaux P1 et P2 ne disposent pas de système d'isolement sur les trop-pleins,
- l'exploitant n'a pas entièrement contrôlé par des moyens appropriés et préventifs le bon état et l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents du site. Les lignes 3/5 et 6 doivent être réalisées,
- l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technico-économique conformément à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2012 susvisé,
- les concentrations mesurées sur le rejet de la STEP dépassent le double des valeurs limites d'émissions de manière récurrente, notamment en azote,
- l'exploitant ne maintient pas en bon état et/ou accessibles les moyens de défense incendie (extincteurs/trappes de désenfumage/lignes d'aspiration des réserves incendie),
- les installations électriques n'ont pas été vérifiées entièrement (coupure totale non autorisée) et peuvent entraîner des risques d'incendie au niveau du bâtiment de production (ligne 4),
- les installations existantes de protection contre la foudre présentent des non-conformités qui n'ont pas été traitées dans le mois suivant la vérification.

CONSIDERANT que le non-respect de ces prescriptions ont fait l'objet d'une mise en demeure à l'encontre de la société Orangina Suntory France Prod en date du 1^{er} juin 2018 ;

CONSIDERANT que l'exploitant a apporté les éléments de justification de la mise en conformité concernant les points 2 et 6 de l'arrêté suscité ;

CONSIDERANT que les activités de stockage de peroxydes organiques de l'exploitant sont désormais soumises au régime de la déclaration pour la rubrique 4422 de la nomenclature des installations classées (stockage inférieur à 10 tonnes) et que le point 7 de l'arrêté de mise en demeure suscité est devenu sans objet ;

CONSIDERANT que l'exploitant a exposé ses contraintes techniques et financières à la réalisation dans les délais de certaines échéances imposées par l'arrêté de mise en demeure suscité ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser l'arrêté de mise en demeure du 1^{er} juin 2018 afin de prendre en compte les contraintes de l'exploitant et les mises en conformités déjà réalisées par ce dernier ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la préfecture du Loiret

ARRETE

Article 1^{er}

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD, dont le siège social est situé au 433 chemin des Matouses à CHATEAUNEUF-DE-GARDAGNE (Vaucluse), est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite, situé ZI Terre de Flein à DONNERY (45450), de respecter les dispositions des articles 4.2.3., 4.3.3., 4.3.9., et 7.3.3. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2007 susvisé, ainsi que les prescriptions des articles 16 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 2 :

L'exploitant

- **2.1** : justifie de l'étanchéité de l'ensemble de ses réseaux de collecte d'effluents (article 4.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 2007) **au 31 décembre 2021** avec l'échéancier suivant :
 - **au 31 décembre 2019** : transmission des justificatifs de l'inspection de 100 % du réseau biologique, de l'avancement de l'inspection des autres réseaux (physico-chimique et pluvial) et des travaux de consolidation des réseaux inspectés en 2017 et 2018,
 - **au 31 décembre 2020** : transmission des justificatifs de l'inspection de 100 % des réseaux physico-chimique et pluvial et des travaux de consolidation des réseaux inspectés en 2019,
 - **au 31 décembre 2021** : transmission des justificatifs des travaux de consolidation des réseaux inspectés en 2020,
- **2.2** : justifie de la mise en place de mesures organisationnelles ou matérielles permettant le respect des valeurs limites d'émissions en ce qui concerne ses rejets d'eaux industrielles (articles 4.3.3. et 4.3.9. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 2007) **au 30 mars 2020**,
- **2.3** : justifie de la vérification exhaustive, par un organisme compétent, des installations électriques prenant en compte le zonage ATEX et de l'absence de risques d'incendie ou d'explosion liées à ces dernières **à la date de notification du présent arrêté** (article 7.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 2007),
- **2.4** : justifie, par un rapport de vérification complète réalisé par un organisme compétent, de la mise en conformité des installations existantes de protection contre la foudre (articles 16 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) **à la date de notification du présent arrêté**.

Article 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer, dans le délai fixé, aux prescriptions visées à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L.173-1 de ce même Code.

Article 4 :

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, les mesures de police administrative prévues aux articles L.171-7 et au I de l'article L.171-8 du code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de 2 mois.

Article 5 :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 1^{er} juin 2018 pris à l'encontre de la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD pour son établissement de DONNERY est abrogé.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Loiret, le Maire de DONNERY, l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le **- 5 AOUT 2019**

**Le secrétaire général chargé de l'administration
de l'État dans le département du Loiret**



Stéphane BRUNOT

DIFFUSION

- Société ORANGINA SUNTORY FRANCE PROD
- M. le Maire de DONNERY
- M. l'Inspecteur de l'environnement (D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire – U.D.45),

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 **dans un délai de 2 mois** à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

